

Compte-rendu des exposés et débats

Propos recueillis par Josette RAMUS

Dans un premier temps Jean DARROT donne des repères pour expliquer la montée en violence des jeunes ; des tensions énormes depuis plusieurs années dues tout d'abord au changement dans le développement des jeunes (l'âge de la puberté a diminué de 2 ans, en 25 ans alors que la scolarité a augmenté de 3 ans) .D'autre part l'insertion professionnelle est brouillée : en 1998, 28% des moins de 25 ans sont actifs alors qu'ils étaient 63% en 54

Le statut des jeunes et leur destin changent énormément et l'image que la société s'est faite d'eux provoque des tensions.

A l'école le rapport Benisti commandé à l'INSERM avait tenté de stigmatiser les enfants en les repérant comme violents dès 3ans . Le passage de Sarkozy au gouvernement est repérable chaque fois que l'enfance est présentée comme une menace pour la société

Jean- Paul GRENET poursuit,

L'institution qui avait proposé un îlot de sécurité pendant un temps a vieilli . Aujourd'hui, 50% de bac plus 3 alors qu'il y a 30ans il y avait 30% de bac : une diversité difficile à gérer. La réforme des lycées, avec de bons principes - individualisation, transmission des savoirs, construction de la citoyenneté, insertion professionnelle - se heurte à la réalité de la mise en œuvre : manque de moyens, difficultés dues au handicap sociétal, intellectuel, la trop grande diversité dans une classe d'âge.

La réduction des personnels (classes non dédoublées et surchargées) empêche l'individualisation et la possibilité d'apporter des compléments peut conduire à une dérive claire : il faut beaucoup de moyens pour soutenir les plus faibles, avec peu on aide les plus forts

Quelques points de la discussion :

-le problème de la violence à tous les niveaux : bien qu'existant déjà, elle a évolué ; on trouve maintenant vers les 8/10 ans des agressions étonnantes ; les valeurs sociétales s'effondrent, les jeunes sont déstructurés

-le lycée pro et la réforme bac pro en 3ans,

-après le collège unique, on redoute le lycée unique

-le gros problème de la massification

-le manque de formation des enseignants ; la profession n'a plus de citoyenneté, pas de reconnaissance, pas de légitimité

-le débat public/privé ; l'offre du privé ; rôle des MFR (Maisons Familiales rurales)...

-l'apprentissage : un outil comme un autre, une solution intéressante pour certains élèves en difficulté, mais attention à l'âge et il faut avoir le souci de mettre en parallèle le code du travail et le lycée. L'ouverture de l'école vers l'entreprise peut être très positive mais le temps de l'orientation des élèves n'est pas prévu dans le statut de l'enseignant

-les emplois précaires dans l'EN

Ce qu'on veut transmettre au PS :

On repère dans le Projet pour 2012 l'accent mis sur la petite enfance et on s'en réjouit mais on voudrait souligner quelques points.

1) la formation des enseignants

-leur statut : une fonction à redébatte avec des objectifs, une mission

-par rapport à l'institution : une reconnaissance, une légitimité, un mandat pour s'engager en cas de difficulté

-l'institution doit se positionner en cas de plainte par ex à 2 niveaux : personnel et institution

- revoir l'organisation de la carrière des enseignants : évaluation, revalorisation

-un cahier des charges pour chaque enseignant

2) que l'école soit la sentinelle qui détecte les difficultés et qui crée un espace de négociation pour mettre en relation l'espace intime et l'espace public.

Pour cela redonner tous les personnels autour de l'école : médecin, infirmière assistante sociale, psychologue, éducateur, RASED, PMI..... et pour les enseignants : du temps !

Du temps aussi pour évaluer les besoins de chaque enfant en situation de handicap ; en 2002 on parlait déjà d'un référentiel (pas fait).

S ALLANCHES

A L T E R N A T I V E S



**AGIR
VRAIMENT
CONTRE LA CRISE**

74



**AGIR
VRAIMENT
CONTRE LA CRISE**

74

Les vacances scolaires arrivent...

Sylvie Payraud

Ce qui n'empêche pas la section PS de Sallanches et Annie LAFFIN d'organiser une grande journée de réflexions, d'informations et de mise en commun sur l'Education. Seul le repas, pris en groupe au Pré du Rosay donnait un petit air de Vacances.

L'animation, était proposée par J. Paul Grenet, délégué à l'éducation et à l'enseignement supérieur au niveau du département, Dr Jean DARROZ psychiatre et A. LAFFIN.

Le résumé, assez difficile à réaliser est une réécriture de Jo RAMUS.

Ils vous proposent, ensuite, un texte sur différents domaines de l'éducation : du service d'accompagnement de la petite enfance et sa coordination avec l'école, de la réforme du lycée, de la formation professionnelle des enseignants...

Les invités étaient tous concernés par leur profession, leur statut de parents d'élèves et de citoyen. Suite à cette journée, tout le monde était d'accord pour se retrouver et approfondir certains points.

La fête de la rose aura lieu le Samedi 17 Septembre aux îlettes. Le thème sera le sport. Dédiée à Alain Bernardi.

AGIR VRAIMENT CONTRE LA CRISE

74

Résumé des exposés introductifs

Jean-Paul GRENET, délégué à l'éducation et à l'enseignement supérieur
Jean DARROT, secrétaire fédéral adjoint aux questions de société

Le domaine de l'éducation est très vaste, l'objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau du BAC, demande au système éducatif la prise en charge de la quasi totalité de la jeunesse depuis l'âge de 2 ans jusqu'à sa majorité. La grande diversité de cette population et des adultes qui l'accompagnent, parents enseignants et tout le personnel éducatif fait que les évolutions futures et la réponse aux difficultés présentes reposent sur une analyse précise propre à chaque âge, à chaque domaine d'enseignement à chaque finalité professionnelle recherchée à chaque accompagnement spécialisé à incivilité ou violence en un mot c'est seulement de la consultation des personnels et des jeunes eux même que pourront émerger des solutions opérationnelles et certainement pas d'un renforcement de l'autorité centralisatrice de l'état fusse par la nomination d'un « préfet de l'éducation ».

Les questions ont d'abord porté sur l'évolution des comportements de la jeunesse en dehors de l'école et de ses répercussions à l'intérieur des établissements.

Le dépistage des enfants à handicaps physiques ou mentaux mais aussi à handicap social doit être réalisé le plus tôt possible dès la première année de scolarisation pour que les soutiens nécessaires soient mis en place et que les enseignants puissent remplir leur fonction en pleine connaissance des difficultés. Ceci nécessite un renforcement d'un véritable service d'accompagnement de la petite enfance et sa coordination avec l'école. Il faut recruter et former un nombre suffisant d'Aide à la Vie Scolaire en valorisant le statut et le rôle.

La violence au collège est un sujet d'inquiétude mais l'analyse faite à la lumière d'exemples d'établissements de Seine Saint Denis indique que les violences quotidiennes de la société peuvent être circonscrites, sans sanctuarisation policière des établissements, si le personnel éducatif est formé pour l'appréhender correctement. La forme de violence la plus fréquente est l'irrespect, celui-ci trouve souvent sa source dans une incompréhension du jeune du système scolaire qu'on lui propose le conduisant à un désintérêt total pour l'enseignement qui lui est donné.

La réforme du lycée pour qu'il remplisse ses missions s'appuie sur la proposition d'une orientation progressive et d'un accompagnement personnalisé qu'elle pense rendre possible en rapprochant les filières par un tronc commun de savoir. Ceci s'accompagne du morcellement de la structure de classe et d'un suivi individualisé qui certes avec d'importants moyens humains pourraient bénéficier aux élèves en difficulté mais qui en réalité sans ces moyens ne peuvent que favoriser les meilleurs capables de s'intégrer au système.

Jusqu'à ce jour il existe trois types de lycées : général, technologique et professionnel, la voie technologique étant fondue avec les autres le lycée technologique perdra de sa spécificité et seuls demeureront les lycées généralistes et les lycées professionnels. On sacrifie la formation des employés des PMI PME au profit du tertiaire des grands groupes de la banque et de la finance !!!

L'enseignement privé montre aussi une grande diversité ; il assure des formations que l'enseignement public pour diverses raisons ne prend pas en charge, il propose à certains parents qui ont des exigences particulière un service adapté, même si dans d'autres cas, il participe au maintien d'une classe dirigeante par des établissements élitistes...

La formation des enseignants doit être une priorité, le passage à Bac +5 (masterisation) consistant à augmenter le niveau de connaissance des futurs enseignants n'a de sens qu'accompagné d'une véritable formation professionnelle prenant en compte les exigences de chaque classe d'âge et une revalorisation à la fois financière et d'estime de la profession. On constate actuellement un manque de candidatures aux concours de recrutement.

Le statut des enseignants doit être repensé en concertation avec les syndicats pour l'adapter aux demandes d'enseignement et d'éducation du XXIème siècle.

Les établissements scolaires intégrés dans leur environnement doivent être pris en compte à la fois dans la politique de la ville pour remplir les conditions de mixité sociale et dans le maintien des services publics qui doivent rester accessibles à tous.

Plus généralement, la condition des jeunes se dégrade vite et gravement. En moins de 25 ans, alors que l'âge de la puberté diminuait de 2 ans, l'âge de l'autonomie sociale ne cessait de reculer : rétention dans l'espace scolaire prolongé de 3 années, accès aux connaissances en nette augmentation (68% des élèves entrent en terminale en 2000, contre 38% en 1985), 4 années sont en moyenne nécessaires pour entrer dans la vie active après la sortie du système (la moyenne était de 6 mois il y a 20 ans). Encore le mépris et la précarité sont-ils de règle (CDD, temps partiel, diplômes non pris en compte...) : 30% des emplois intérimaires sont occupés par des jeunes). Confrontée à cet énorme problème de cohésion sociale, l'école ne peut en assumer seule les mécanismes et les solutions.

Elle n'en reste pas moins le lieu presque unique où la République peut veiller sur le développement, l'intégration et la santé de ses enfants. La disparition programmée de ses fonctions sentinelles ou transversales (médecins scolaires, infirmières, psychologues, intervenants sociaux, appui personnalisé à l'orientation, RASED...) est politiquement criminelle. Ces fonctions sont dévalorisées par l'administration et la hiérarchie, avec des critères d'évaluation à l'envers des réalités : quelle dignité reconnaît-on aux tâches de professeur principal en seconde, ou de chef d'établissement face à la jungle des stages professionnels ?

Une seule journée de travail ne peut permettre que de poser les premiers jalons de l'analyse d'un sujet aussi large que l'éducation, de prochaines rencontres nous permettront d'aborder plus précisément chaque point.

En excusant tous ceux qui n'ont pas pu venir pour des raisons personnelles et en remerciant les présents pour leur précieuse contribution.

Sondage pour les thèmes à venir dans les prochains colloques

- | | | |
|---------------|-----------------------------|------------------------------|
| 1 La santé | 4 La culture | 7 Les communautés de commune |
| 2 L'emploi | 5 L'hébergement d'urgence | 8 La grande distribution |
| 3 Le logement | 6 L'agriculture de montagne | 9 Le tourisme |

